

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 03 – du 18 janvier au 25 janvier 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : IRAN - UN DÉVELOPPEMENT SOUS CONTRAINTES

Au 7^{ème} rang du Moyen-Orient par son PIB (346,5 Mds\$ en 2022 selon le FMI; +3,8% en g.a) et au 2^{ème} par sa population (85 M d'habitants) et sa superficie (1,65 M de km²), l'Iran est un acteur économique majeur de la région. L'économie iranienne souffre néanmoins d'une faible ouverture aux échanges internationaux, depuis la révolution islamique de 1979 et les vagues successives de sanctions économiques internationales. L'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, mis en œuvre en 2016 et dont les effets ont de facto cessé de se produire à partir de 2018 suite au retrait unilatéral des Etats-Unis, n'aura à cet égard constitué qu'un intermède.

L'industrie iranienne est l'une des plus diversifiées de la région, mais l'insuffisant renouvellement des équipements en limite le développement. Ce tissu industriel varié

(pétrochimie; automobile; pharmaceutique; etc.) résulte de l'isolement du pays dans les échanges internationaux. Cependant, les nombreux freins à l'importation - produits interdits à l'importation par les autorités locales; produits sanctionnés; canaux bancaires fortement limités, y compris pour les produits non sanctionnés; allocations de devises aux importateurs insuffisantes - limitent l'approvisionnement en équipements et technologies nécessaires au maintien et au développement de l'industrie, en particulier dans l'amont pétrolier et gazier. Aussi la production nationale de gaz suffit-elle à peine à répondre à la demande interne, alors que le pays dispose des deuxièmes réserves mondiales prouvées de gaz naturel, derrière la Russie, dans un contexte de déficit énergétique structurel (12 GW en 2022).

Afin de combler ces besoins et faute de pouvoir s'approvisionner en produits occidentaux, l'Iran renforce ses partenariats avec les pays frontaliers et l'Asie - la Chine au premier plan - dans le cadre de la « politique des voisins » promue par le président Ebrahim Raïssi. Ainsi, la Chine, les E.A.U, la Turquie, l'Inde et l'Irak représentaient les trois-quarts du total des échanges hors pétrole de l'Iran en 2020 contre moins des deux-tiers en 2017. À elle seule, la Chine représente 29% du total des échanges hors pétrole sur l'exercice iranien en cours (2023/2024). Cette dépendance du pays vis-à-vis de son partenaire chinois est plus visible encore dans le secteur pétrolier, la Chine absorbant près de 90% des exportations de brut iranien (1,3 MB/j en 2023). Ces exportations permettent de combler le déficit commercial hors pétrole qui s'élève à 10 Mds\$ sur les huit premiers mois de l'année 2023/2024.

L'économie iranienne se caractérise également par la prépondérance des secteurs public et semi-public, rendue possible par un *policy-mix* expansionniste. Par construction, le droit iranien n'accorde qu'une place marginale au secteur privé. L'article 44 de la Constitution dispose en effet que « le secteur privé comprend les activités [...] complémentaires des sphères économiques étatique et coopérative ». Ainsi, en 2021, parmi les 100 premières sociétés cotées du pays par la valeur de la capitalisation boursière, 5 seulement avaient une ou plusieurs personnes privées comme actionnaire majoritaire. Les acteurs publics et semi-publics bénéficient d'aides substantielles de l'État, pour partie financées par emprunt bancaire, favorisant l'augmentation de la masse monétaire et de l'inflation (inflation annuelle officielle à plus de 40% pour la cinquième année consécutive).

S'il entend tirer le meilleur parti du potentiel économique du pays, le gouvernement iranien devra relever plusieurs défis :

(i) développer le secteur privé, au sein d'un marché largement dominé par les acteurs économiques publics et semi-publics ;
(ii) assainir les finances publiques, dans un contexte de recours à l'augmentation de la masse monétaire pour financer le déficit ;
(iii) diversifier les partenaires commerciaux en dépit des sanctions internationales ;
(iv) endiguer la fuite des cerveaux.

LE CHIFFRE À RETENIR

29%

PART DE LA CHINE DANS LES
ÉCHANGES COMMERCIAUX
HORS PÉTROLE

Service Économique de Téhéran

ÉGYPTE

1. MOODY'S ABASSE SA PERSPECTIVE SUR L'ÉGYPTE.

L'agence de notation Moody's a confirmé [dans son communiqué](#) du jeudi 18 décembre 2023 la note de « Caa1 » pour l'Égypte tout en dégradant la perspective de « stable » à « négative ». Après la dégradation de la notation en octobre dernier, cette annonce confirme les inquiétudes quant aux défis économiques et financiers du pays. L'instabilité monétaire, nourrie par l'inflation et les dynamiques persistantes des marchés parallèles, en constitue une des raisons principales, parallèlement à la pression exercée par les chocs externes notamment les répercussions de la guerre Israël / Hamas sur les principales rentes égyptiennes (transferts de la diaspora, tourisme et recettes du canal de Suez). De surcroît, toujours selon Moody's, la dépréciation continue de la valeur de la livre égyptienne devrait alourdir la dette extérieure, et les paiements d'intérêts devraient consommer jusqu'à 2/3 des recettes du gouvernement d'ici la fin de l'exercice 2023/2024.

Agence	Notation	Perspective	Dernière révision
Moody's	Caa1	Négative	janvier-2024
Standards & Poors	B-	Stable	octobre-2023
Fitch	B-	Stable	novembre-2023

2. TELECOM EGYPT OBTIENT LA 1^{ÈRE} LICENCE 5G DU PAYS.

L'Autorité nationale de régulation des télécommunications a accordé à l'entreprise publique Telecom Egypt la première licence du pays pour installer et exploiter les réseaux 5G pour un montant de 150 M USD. A l'heure actuelle seuls 8 % des téléphones mobiles du pays prennent en charge la technologie 5G, et le taux de pénétration internet demeure autour de 70 %. Avec l'objectif d'un service opérationnel pour la fin de l'année 2024, les opérations d'essai commenceront d'ici les trois prochains mois. En octobre dernier, il avait cependant été annoncé que la vente de ces licences 5G se ferait par le biais d'un appel d'offres. Cette licence a finalement été octroyée pour une durée de 15 ans et ne sera pas automatiquement renouvelée à la fin du contrat.

3. RENFORCEMENT DES RESTRICTIONS D'UTILISATION À L'ÉTRANGER DES CARTES BANCAIRES ÉGYPTIENNES.

La Banque Misr, deuxième banque d'Égypte, a annoncé le 22 janvier 2024 modifier le plafond mensuel de retrait à l'étranger pour les titulaires de

carte de crédit. Ces restrictions sur les retraits en devise instaurent un plafond pouvant varier de 3 000 à 6 000 EGP (environ de 90 à 180 EUR) selon les types de carte, mais également une limite mensuelle d'achats en devises effectués à l'étranger. Cette décision intervient quelques jours seulement après l'annonce par la National Bank of Egypt concernant également l'abaissement des limites de crédit sur les transactions de change, et celles similaires de la Central International Bank (CIB) ou encore la Abu Dhabi Islamic Bank. Pour mémoire, la Banque Centrale d'Égypte (BCE) a demandé aux banques égyptiennes d'imposer des limites à l'utilisation des cartes de crédit et de débit pour les transactions en devises étrangères dans le pays et à l'étranger depuis octobre 2023.

4. POSE DE LA 1^{ÈRE} PIERRE DU DERNIER RÉACTEUR DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE DABAA.

Vladimir Poutine a participé virtuellement le 23 janvier à la cérémonie de coulage du béton du quatrième et dernier réacteur de la centrale nucléaire de Dabaa. Le projet mené par la société nucléaire d'État russe Rosatom, a connu des retards dus à la pandémie, mais entre aujourd'hui dans sa dernière phase de construction et deviendrait alors le second plus grand projet nucléaire en cours dans le monde selon [le communiqué de presse de Rosatom](#). Plus de 90 entreprises égyptiennes ont pris part au projet, dont le premier réacteur devrait entrer en service pour l'année 2028. L'introduction de l'énergie nucléaire dans le mix énergétique de l'Égypte répond à la demande croissante d'électricité dans le pays, et s'inscrit dans le plan de réduction de la dépendance aux combustibles fossiles. L'investissement total devrait atteindre 28,75 Mds USD, pour une capacité des quatre réacteurs combinés de 4,8 gigawatts.

IRAK

1. LA COMPAGNIE AÉRIENNE FLY BAGHDAD SANCTIONNÉE PAR LE TRÉSOR AMÉRICAIN.

Le 22 janvier, l'organisme de contrôle financier américain, l'OFAC (*Office of Foreign Assets Control*) a sanctionné la compagnie aérienne irakienne privée Fly Baghdad ainsi que son président-directeur général. D'après l'OFAC, Fly Baghdad aurait fourni de l'aide (transport de passagers, d'armes et de fonds) au Corps des gardiens de la révolution islamique et à sa force al-Qods, ainsi qu'aux milices leur répondant en Irak, Syrie et Liban. Fly Baghdad a annoncé qu'elle formerait une requête auprès de l'OFAC pour être retirée de la liste des entités sous sanctions. Fondée

en 2014, la compagnie aérienne possède une part de marché de 10% du transport aérien en Irak. Au mois de novembre 2023, Fly Baghdad avait été placée par la Commission Européenne sur la « liste noire » des compagnies aériennes faisant l'objet d'une interdiction d'exploitation sur le territoire de l'Union Européenne.

IRAN

1. LA PRODUCTION GAZIÈRE DEVRAIT BAISSER À PARTIR DE 2026.

D'après le fonds national de développement, malgré l'investissement de 100 Mds \$ dans le champ gazier de South Pars au cours des dernières années, en raison de la forte croissance de la consommation interne, le déficit hivernal de gaz est passé de 150 M m³ en 2019 à 300 M m³ en 2022, désormais supérieur à la capacité maximale de production. En outre, en l'absence d'investissements supplémentaires, la baisse de la pression dans les réservoirs de South Pars entraînerait une baisse significative de la production à partir de 2026. Ce déséquilibre entre offre et demande devrait perdurer pour les deux prochaines décennies en raison de la demande croissante de différents secteurs, notamment l'exploitation pétrolière (injection de gaz), la pétrochimie et la production d'électricité par les centrales thermiques. Pour mémoire, durant la période 2014-2019, l'investissement dans les industries pétrolières et gazières n'aurait augmenté que de 2 Mds \$. De plus, seulement 15 % des revenus auraient été réinvestis dans cette industrie. Dans la perspective d'une production de 5,7 M bjp de pétrole et de 2,5 Mds m³ de gaz par an pour les huit prochaines années, le ministère du pétrole avait estimé un besoin d'investissement de 160 Mds\$. Le fonds national de développement considère que les principales sources d'investissements dans ces secteurs devraient être, par ordre décroissant d'importance: le fonds lui-même, les investissements étrangers (dans l'hypothèse d'une levée des sanctions internationales), ainsi que les crédits gouvernementaux et les banques.

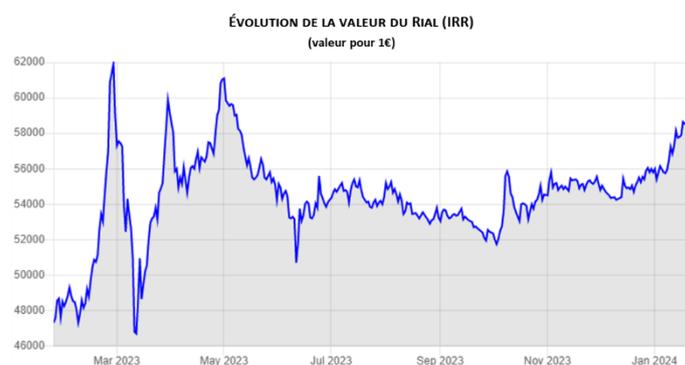
2. BAISSÉ DU QUOTA MENSUEL DE CARBURANT.

Dans le cadre de la décision de la société publique NIORDC, l'allocation mensuelle d'essence au prix subventionné d'1 litre = 15 000 IRR (soit 0,025€ au taux du marché libre) reste inchangée mais sa quantité accumulée dans le compte de chaque voiture diminue de 9 mois (540 litres) à 6 mois (360 litres). En outre, l'allocation mensuelle de l'essence au prix d'1 litre = 30 000 IRR (0,05€) sera réduite de

150 à 100 litres. D'après le DG de la NIORDC, ces décisions résultent d'une volonté (i) de réduire la consommation des particuliers et (ii) de lutter contre la contrebande. Pour information, les quotas sont chargés sur les cartes d'essence des voitures au premier jour de chaque mois. Les professionnels tels que les camionneurs ou les chauffeurs de taxi bénéficient d'un quota différent des particuliers. Enfin et pour mémoire, la forte consommation d'essence des véhicules, à 113 M litres par jour, participe substantiellement du déficit budgétaire par le subventionnement massif du prix à la pompe, le coût de revient du litre étant d'environ 0,37€.

3. BAISSÉ DE LA VALEUR DU RIAL.

La valeur du rial sur le marché libre est passée de 550.000 IRR pour 1€ à 600 000 IRR pour 1€ sur les vingt derniers jours, soit une baisse de 9% sur la période et -25,4% en g.a. Selon le Gouverneur de La Banque Centrale, les tensions politiques entre l'Iran et ses deux voisins (Irak et Pakistan) ainsi qu'avec la Syrie constituent les principales raisons de cette baisse. Par ailleurs, le rapport relatif au PMI du mois dernier révèle un manque d'allocation de devises aux divers taux subventionnés pour les importateurs, suggérant une possible augmentation du report de ces acteurs vers le marché libre, ce qui serait également de nature à déprécier la valeur du rial.



ISRAËL

1. L'ENDETTEMENT PUBLIC REPART LÉGÈREMENT À LA HAUSSE.

Avant la guerre, le ratio de la dette publique était descendu légèrement en dessous de 60% du PIB. À la fin 2023, il s'établissait à 62,1%, encore très en deçà des 70,5% constatés à la fin de la période COVID. En valeur absolue cela représente un endettement de 1120 Mds d'ILS fin 2023, une aggravation assez limitée de 90 Mds d'ILS en un an, uniquement en raison de la guerre. Pour fin 2024, les prévisions sont de 64% du PIB au minimum et il semble peu probable que le ratio dépasse les 70%.

2. BAISSÉ DE 6% DES EXPORTATIONS EN 2023.

Les exportations israéliennes de biens et de services se sont établies à 156 Mds USD en 2023, soit 6 % de moins qu'en 2022. Les exportations de biens ont diminué de 10 %, celles des services de 3 %. D'après le Ministère de l'Économie, la diminution des exportations totales est principalement liée à la baisse des prix des biens exportés, en particulier des produits chimiques (engrais). Quant aux services, une partie de la baisse serait imputable à la forte diminution des services de transport puisque près de 80% des vols à destination et en provenance d'Israël ont été annulés pendant trois mois.

Les échanges bilatéraux de biens avec la France ont également baissé : -26,3% pour les exportations vers la France et -31,5% pour les importations en provenance de France (chiffres israéliens). La France se classe toutefois encore dans le top 10 des partenaires israéliens.

Les dix premiers fournisseurs d'Israël

	Montant (en Mds\$)	Part de marché
Chine	11,2	12,20%
Etats-Unis	9,1	10%
Allemagne	6,5	7%
Suisse	4,9	5,3
Turquie	4,6	5%
Pays-Bas	3,9	4,20%
Belgique	3,8	4,10%
Italie	3,3	3,50%
Royaume-Uni	2,9	3,20%
France	2,6	2,80%

JORDANIE

1. LÉGÈRE HAUSSE DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES EN 2023.

Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale sur la sécurité alimentaire, publié le 18 janvier 2024, la Jordanie a enregistré une augmentation des prix de ses denrées alimentaires en moyenne de +0,66 % sur l'ensemble de l'année 2023, par rapport à 2022. Jusqu'à fin novembre, les hausses mensuelles des prix ont été contenues en dessous de +2 % en g.a., avec même une baisse enregistrée en janvier, mai et juin, mais ce seuil a été dépassé en décembre, avec +2,2 % en g.a.

2. SIGNATURE D'UN MOU SUR L'APPROVISIONNEMENT EN ÉLECTRICITÉ DES FOYERS À FAIBLE REVENU.

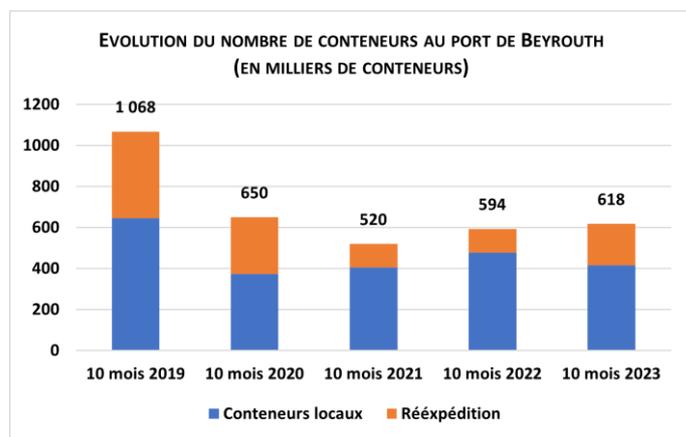
Le Ministre de l'énergie et des ressources minérales et le Ministre du développement social ont signé, le 21 janvier 2024, un MoU pour améliorer l'approvisionnement en électricité des foyers à faibles revenus. Ce MoU a pour objectif de

développer des systèmes de production d'électricité solaire à petite échelle pour subvenir aux besoins des personnes résidant dans des zones non raccordées au réseau électrique. Il entend aussi renforcer les infrastructures électriques existantes pour répondre à la demande croissante dans les zones raccordées. L'éligibilité au programme repose sur un plafond de revenus de 482 JOD (680 USD) avec néanmoins des exceptions lorsque des besoins spéciaux sont signalés (handicap, foyers de plus de 7 membres).

LIBAN

1. LÉGÈRE PROGRESSION DU TRAFIC DE CONTENEURS AU PORT DE BEYROUTH.

Selon les données du port de Beyrouth, le nombre de conteneurs traités a augmenté de +4% sur les 10 premiers mois de 2023 (618 000 conteneurs) par rapport à la même période en 2022. Après plusieurs années de crise marquées par une baisse puis une stagnation du trafic de conteneurs, cette faible progression concerne avant tout l'activité de transbordement (+73% entre les 10 premiers mois de 2023 et ceux de 2022). Les 200 000 conteneurs destinés à la réexpédition représentent ainsi près d'un tiers du trafic du port de Beyrouth. Le trafic de conteneurs destinés au marché local a pour sa part diminué de -13%. Comparé aux chiffres de 2019, le trafic des 10 premiers mois de 2023 représente une baisse de -42% par rapport à ses niveaux d'avant crise.



2. MAINTIEN DE L'INFLATION MOYENNE À UN NIVEAU ÉLEVÉ EN 2023 (+221%).

D'après les dernières données de l'administration centrale des statistiques, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 221% en 2023 par rapport à 2022. Il s'agit de la troisième année consécutive de taux d'inflation à trois chiffres (+171% en 2022 et + 154% en 2021). En glissement annuel (g.a.), l'IPC de décembre 2023 a augmenté de +192%

par rapport à décembre 2022 (contre +251% en g.a. en juillet 2023). Les postes connaissant les plus fortes hausses de prix sont l'éducation (x 7 entre décembre 2022 et décembre 2023), les loyers (x 4,3), l'eau et l'électricité (x 3), la restauration et l'alimentaire (x 3).

PALESTINE

1. À JÉRUSALEM EST, LE TOURISME, MOTEUR DE L'ÉCONOMIE, TRAVERSE UNE CRISE MAJEURE.

L'institut de recherche sur la politique économique palestinienne (MAS) a publié un rapport sur la situation économique à Jérusalem Est depuis octobre 2023. Selon le rapport, la contribution de Jérusalem au PIB palestinien a considérablement diminué en passant de 15 % en 1990 à 7% en 2021.

Le tourisme et les services associés continuent de constituer le cœur de l'activité économique (40%). Les restrictions israéliennes à la circulation des biens et personnes depuis octobre ont conduit la grande majorité des entreprises (80% d'entre elles) à suspendre intégralement leur activité.

Les hôtels à Jérusalem Est, dont le nombre a chuté de 43 en 2000 à 17 en 2021, font face à des annulations massives de réservations et sont essentiellement occupés par des journalistes internationaux depuis la guerre.

2. BAISSÉ DU DÉFICIT COMMERCIAL EN NOVEMBRE 2023.

Le déficit commercial palestinien était de 401M USD en novembre 2023, enregistrant une baisse de 18% par rapport au mois précédent, et une baisse de 32%, par rapport à novembre 2022.

Tandis que les exportations ont atteint un volume de 100 M USD (en baisse de 36% par rapport à novembre 2022), les importations ont pour leur part été de 502 M USD (enregistrant une baisse de 33% par rapport à l'année précédente).

Selon un sondage récent établi par le site Al Iqtisadi, les commerçants de Ramallah estiment que les campagnes de boycott d'une part et de promotion des produits palestiniens d'autre part ont contribué à la réduction de 90 à 60% du taux de consommation de produits israéliens depuis octobre 2023.

Le déficit commercial de la Palestine de janvier à novembre 2023 a atteint 5,85 Mds USD, dont 2,9 mds USD en faveur d'Israël.

3. TRANSFERT PARTIEL DES « CLEARANCE REVENUES »

Le gouvernement israélien a approuvé un mécanisme de transfert d'une partie des « clearance revenues » à l'Autorité palestinienne par l'intermédiaire de la Norvège. L'accord a été obtenu

à la demande de l'administration américaine selon les médias israéliens et palestiniens.

Selon le mécanisme envisagé, chaque mois, de 500 à 550 M de shekels seront transférés à l'Autorité palestinienne et de 200 à 250M, confisqués par le gouvernement israélien depuis octobre 2023, du fait de leur destination vers Gaza, iront sur un compte gelé en Norvège. Alors que le mécanisme n'est pas encore finalisé, la communication israélienne souligne que le ministère israélien des finances pourra à tout moment interrompre des transferts non approuvés vers Gaza. Au-delà des diverses retenues opérées par le gouvernement israélien sur ces sommes, il est très probable que le montant des « clearance revenues » se réduise au cours des prochains mois en raison du sérieux ralentissement de l'activité économique palestinienne.

Si l'accord aboutissait, l'Autorité palestinienne pourrait de nouveau rémunérer ses employés à hauteur de 50%. Pour mémoire, les « clearance revenues » représentent 2/3 des recettes publiques palestiniennes et sont collectés par le gouvernement israélien en vertu des accords d'Oslo.

SYRIE

1. NOUVELLES SANCTIONS EUROPÉENNES.

Le Conseil de l'Union Européenne a émis des mesures restrictives supplémentaires contre 6 individus et 5 entités morales syriennes en vertu du règlement (UE) n° 36/2012. Ces sanctions visent en priorité le cercle d'affaires proche de la famille Assad, notamment le conseiller économique de Bachar al-Assad. Cinq entreprises impliquées dans les opérations du régime syrien sont également visées (Al-Dj Group, Cham Wings, Freebird Travel Agency, Iloma Investment Private JSC and Al-Aqila company). Celles-ci possèdent des activités dans le commerce d'armes, le trafic de stupéfiants ou le blanchiment d'argent. Les sanctions imposent : **(i)** un gel des avoirs, **(ii)** une interdiction de financement ; **(iii)** une interdiction de voyage au sein de l'Union européenne.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	Source	Égypte	Irak	Iran	Israël	Jordanie	Liban	Palestine	Syrie
Population - 2023 (Million)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	398	255	366	522	51	18*	18	8,2*
PIB / Hab. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365*	3531	353
Croissance PIB réel (%) - 2023	FMI / WEO	4,2	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
Solde budgétaire (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-4,6	-7,7	-5,5	-4,2	-5,3	-1,3*	-1,3	n/a
Dette publique (% PIB) - 2023	FMI / WEO	93	49	31	62	112	181	47	n/a
Rating Coface	COFACE	C	E	E	A2	C	D	n/a	n/a
Inflation mensuelle en g.a. (%)	Statistiques officielles	33,7		40,2	3,0	1,6	192,3	5,9	n/a
PMI mensuel	Statistiques officielles	48,5		49,9	47,4	n/a	48,4	n/a	n/a
Exportations françaises (M€) - 2022	Douanes françaises	2286	390	313	2057	332	392	13	24
Importations françaises (M€) - 2022	Douanes françaises	2164	1414	54	1529	48	78	6	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
 POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
 RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
 POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr